

5 ans de prison pour les incendiaires d'un mausolée soufi en Tunisie

Six personnes, appartenant selon les autorités tunisiennes à la mouvance salafiste, ont été condamnées à cinq ans de prison ferme pour l'incendie d'un important mausolée soufi, a indiqué à l'AFP hier l'Union soufie de Tunisie.

«C'est la première fois qu'une telle condamnation est prononcée. Cela montre que la loi peut être appliquée en Tunisie quand la volonté politique existe», a estimé Mohamed El Heni, l'un des dirigeants de l'Union.

Quatre des accusés sont en détention et deux autres en fuite, selon la même source. Tous ont été condamnés lundi pour avoir incendié le mausolée de la sainte Saïda Manoubia dans la localité de la Manouba, en banlieue ouest de Tunis, en octobre dernier.

Selon l'Union soufie de Tunisie, une cinquantaine de lieux saints ont été sacagés entre l'été 2012 et début 2013 mais «il n'y a eu d'arrestations que dans



Destructions de mausolées soufis en Tunisie.

le cas du mausolée de la Manoubia», a indiqué M. El Heni. Selon lui, le manque de résultats des différentes enquêtes est dû en partie au fait que les attaques

avaient lieu la nuit dans des endroits isolés mais aussi en raison «du laxisme des autorités publiques» face à la mouvance salafiste. Aucun suspect n'a

notamment été arrêté pour l'incendie du mausolée de Sidi Bou Saïd, dans le village éponyme de la banlieue de Tunis et haut lieu du tourisme.

Le parti islamiste Ennahda qui dirige le gouvernement «n'a pas encore entièrement coupé le cordon avec les salafistes», a jugé M. El Heni.

La mouvance salafiste, qui considère les pratiques soufies comme un sacrilège, fait figure de principal suspect dans ces affaires. Les tenants d'une lecture rigoriste de l'Islam considèrent comme blasphématoire de révéler des saints et non uniquement Dieu.

La Tunisie est confrontée depuis la révolution à un essor des groupuscules salafistes, certains violents. Ennahda a été longtemps accusé de manquer de fermeté face à cette mouvance mais le gouvernement a durci ses positions depuis qu'il a admis au printemps traquer deux groupes armés liés à Al-Qaïda près de la frontière algérienne.

Photo : DF

CUBA

L'exportation des médecins, un filon à creuser

Faute d'avoir découvert du pétrole, Cuba entend développer sa principale richesse, l'exportation de professionnels médicaux qui représente près de la moitié de ses rentrées de devises.

L'exportation de services «est devenue la principale source de revenus en devises pour le pays et présente encore un fort potentiel de croissance», a affirmé récemment le ministre cubain du Commerce extérieur, Rodrigo Malmierca.

Quelque 40 000 médecins et personnels de santé effectuent actuellement des «missions» dans 66 pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie. Un accord est en négociation avec le Brésil pour fournir 6 000 médecins au géant latino-américain.

L'exportation de ces services – qui se pratique aussi à moindre échelle dans les domaines de l'éducation, du sport et de professions techniques – est cruciale pour l'économie cubaine. Selon les

chiffres officiels, elle rapporte 6 milliards de dollars par an, soit autant que les trois autres grandes sources de revenus en devises : le tourisme, les envois d'argent de l'étranger (2,5 milliards chacun) et l'exportation de nickel (1,1 milliard).

Après l'échec des récentes explorations pétrolières dans le golfe du Mexique et face à une situation économique sombre, le président Raul Castro a réaffirmé sa volonté de creuser ce puits de revenus. Y compris en essayant de faire payer certains des 40 pays qui reçoivent cette assistance gratuitement.

Toutefois, «les pays qui ne peuvent pas payer continueront de recevoir cette aide solidaire, comme c'est le cas pour Haïti», a

souligné de son côté le ministre de la Santé Roberto Morales.

Parmi ces 40 pays qui ne payent pas, ou pas encore, figurent également le Nicaragua, la Bolivie, le Pérou, l'Erythrée et l'Ethiopie, alliés politiques de La Havane, selon l'Annuaire de la Santé 2012.

D'autres alliés politiques payent. Et bien. C'est le cas notamment du Venezuela et de la Chine. Mais aussi de l'Afrique du Sud, de l'Angola, l'Algérie, du Qatar, du Yémen, de l'Argentine, du Mexique, de l'Equateur et de l'Uruguay. Au total, depuis le premier envoi de médecins au Chili après le tremblement de terre de 1960, quelque 130 000 Cubains – un Cubain sur 10 – ont ainsi accompli des missions à l'étranger.

En mai, Cuba entretenait 38 868 travailleurs de la santé à l'étranger, parmi lesquels 15 407 médecins, selon Yiliam Jimenez, directrice de l'Unité centrale de

coopération médicale du ministère de la Santé.

«Cuba a un personnel médical à l'étranger en mission de coopération médicale supérieur à l'ensemble des pays du G8, ce qui représente un record étonnant pour un pays de 11 millions d'habitants», a souligné l'universitaire américain John M. Kirk, de l'Université de Dalhousie, au Canada, dans la revue cubaine *Temas*.

Et tout cela, selon le ministre Roberto Morales, sans nuire à la qualité du service de santé cubain, qui reste, avec l'éducation l'une des vitrines du régime communiste.

En privé, de nombreux Cubains dénoncent pourtant un appauvrissement du système de santé cubain, entièrement public, qui reste gratuit pour toute la population. «Ce qui sauve la situation, c'est que les médecins sont bons. Sinon, l'état des hôpitaux, le

manque de matériel, les queues pour obtenir une analyse ou une radiographie sont insupportables», confie à l'AFP Maria, une femme au foyer de 58 ans qui préfère garder l'anonymat.

Avec 82 065 médecins, soit un pour 137 habitants, selon l'Office national des statistiques (ONE), Cuba est l'un des pays les mieux pourvus du monde.

Mais avec des salaires de l'ordre de 25 à 40 dollars par mois, un peu supérieurs à la moyenne nationale (20 dollars), mais largement inférieurs à celui d'un mécanicien indépendant ou du patron d'un restaurant privé, nombreux sont les médecins qui choisissent l'expatriation en mission internationale, qui pourvoit des revenus jusqu'à 10 fois supérieurs.

Le Soir sur Internet :

<http://www.lesoirdalgerie.com>

E-mail :

info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com



Du droit de regard citoyen et patriote sur le peignoir !

En visite de travail et d'amitié de 48 heures en Algérie...

... Sellal devrait ensuite regagner Paris

Ça va ! Ça va ! Occupez-vous des sujets dits sérieux et lourds comme l'article 88, la procédure d'empêchement, les coups d'Etat médicaux ou constitutionnels, les Conseils des ministres restreints en milieu hospitalier et nosocomial. Moi, ici, souverain dans ma petite clinique pour fumeurs de thé, j'ai décidé de m'attaquer au vrai sujet qui fâche : LE PEIGNOIR PRESIDENTIEL ! Oui, le peignoir dans lequel est apparu au monde Abdekka. Je trouve scandaleux le fait que nous n'ayons pas été consultés sur ce peignoir. C'est un manque de confiance et de concertation flagrant. C'est surtout une forme de mépris envers le peuple. Est-ce que là-haut, là où s'est décidée la couleur, la forme, la coupe et la qualité du tissu de ce peignoir, on a définitivement décidé que le peuple n'y connaissait rien en peignoirs ? Auquel cas, je vous le dis tout net, gens de là-haut : vous vous trompez lourdement. L'Algérien est un fin connaisseur en matière de peignoirs. L'Algérienne aussi. Cette nation a connu des souffrances terribles ces trente dernières années, ces habitants ont traversé des décennies noires, rouges et même blanches, mais, contre vents et marées, le peuple a gardé intacte, enracinée, chevillée au corps, sa culture du peignoir ! Et lorsqu'ils ont voté à

plusieurs reprises pour Abdekka, les électeurs algériens n'ont pas seulement plébiscité un homme en costume et burnous, mais aussi un chef d'Etat en peignoir. Boutef ne pouvait décemment s'afficher devant des millions de téléspectateurs, engoncé dans n'importe quel peignoir. Le peignoir qu'il a choisi, ou qui lui a été choisi, nous engage tous ! Sur des décennies à venir ! C'est un investissement lourd. Et j'ai l'impression que ceux qui ont conseillé le Raïs n'en ont pas conscience. Ou alors, plus grave, ont voulu nous piéger par cette option si particulière en matière de modèles de peignoirs. Oh ! Bien évidemment, tout n'est pas perdu. Il y aura d'autres mini-conseils gouvernementaux à Paris. D'autres réunions des instances dirigeantes dans «La salle aux Vases» des Invalides. Il ne faudra pas rater ces opportunités pour corriger le tir et revoir la stratégie présidentielle en matière de peignoirs. Dans un cadre de concertation citoyen et responsable. La Nation souveraine et ses enfants matures ont le droit constitutionnel de dire leur mot, d'avoir un droit de regard actif sur le peignoir présidentiel. Dans un premier temps, bien sûr. Parce que, dans un second temps, il nous sera toujours loisible de débattre d'un autre choix stratégique discutable : les pantoufles présidentielles. Mais, chaque chose en son temps. Et pour l'heure, fumons du thé pour rester éveillés à ce cauchemar qui continue.

H. L.